



Extrait du Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/Groupe-Moniteur-Eric-Licoys-le-chaos-CGT-et-CFDT>

# Groupe Moniteur : Eric Licoys, le chaos (CGT et CFDT)

- Les médias - Economie et publicité - La presse professionnelle et spécialisée à l'encan -



Date de mise en ligne : dimanche 23 mai 2010

## Description :

Un exemple exemplaire de l'emprise des groupes financiers et des fonds de pension sur la presse spécialisée.

---

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

---

**Nous publions ci-dessous un communiqué de la CGT et de la CFDT du « Groupe Moniteur »**

Le [Groupe Moniteur](#) - éditeur notamment d'une vingtaine de magazines et de revues spécialisées, dont *Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment* *Les Cahiers techniques du Bâtiment*, *Contrats publics*, de la Gazette des communes et d'AMC (« *Architecture Mouvement Continuité* », revue spécialisée dans l'actualité architecturale) - traverse une grave crise que subissent les salariés du Groupe. Un exemple exemplaire de l'emprise des groupes financiers et des fonds de pension sur la presse spécialisée. Voir notre article [« La presse spécialisée à l'encan »](#), octobre 2003 (*Acrimed*)

Eric Licoys, qui doit prochainement comparaître devant le tribunal correctionnel pour des malversations présumées chez Vivendi, vient de démissionner de la présidence du Groupe Moniteur en laissant derrière lui une entreprise désorganisée, des managers qui ont perdu confiance et un personnel en souffrance. [Bridgepoint](#), le fonds d'investissement anglo-saxon qui l'a rachetée 410 MEuros en 2006, pourrait donc avoir quelques difficultés à la revendre. Au second semestre 2009, un coefficient « médian » (dans les conditions d'alors des marchés financiers) de 8 fois l'EBITDA 2008 ( 44 MEuros contre 50 MEuros en 2007) aurait valorisé le Groupe à 352 MEuros, soit un montant insuffisant pour rembourser les 418 MEuros de dette financière, ce qui aurait engendré une perte potentielle de la totalité de la mise des actionnaires.

Dans le but d'obtenir rapidement du cash, la branche « Salons et Congrès » - Salon des maires et des collectivités locales (SMCL), Salon de l'immobilier d'entreprise (SIMI) - serait prochainement cédée à GL Events (lien périmé, octobre 2013). La majorité des 56 managers parties prenantes au LBO, qui détient 26,2% du capital, a demandé et obtenu le remboursement partiel ou total de sa mise. Plusieurs avaient précédemment déclaré s'être placés dans des situations financières difficiles et avoir par exemple dû hypothéquer leurs biens immobiliers pour répondre aux « sollicitations » de la Direction les enjoignant d'entrer dans le LBO. Le départ de l'un d'entre eux, Pierrick Guinguéné, directeur du service Technologies et Solutions, est annoncé pour le 28 mai « au terme d'une décision prise d'un commun accord », écrivait hier soir aux personnels Guillaume Prot, nouveau président du groupe et autre homme lige de Bridgepoint. Un autre manager « historique », Christian Bommelaer, directeur général adjoint, partira en juillet prochain.

### **Eric Licoys, destructeur de valeur ?**

Placé à la présidence du groupe en avril 2009 par Bridgepoint, dont il se dit « très proche », Eric Licoys a lancé en août 2009 un plan social visant à supprimer 10% des effectifs. Ce plan intervenait après 45 départs, dont seuls 22% ont été remplacés par des ... CDD. Mis en oeuvre dans les semaines qui viennent dans la version issue d'une négociation partiellement déloyale, un plan de départs volontaires (PDV), ce plan vise principalement les rédactions (22 postes sur 55). Celles du pôle « Construction », éditeur du titre phare du groupe, « Le Moniteur des Travaux publics et du Bâtiment », concentrent à elles seules 36% des destructions de postes. Pourtant, les revenus de la presse traditionnelle constituent encore la majeure partie des recettes et l'information professionnelle sur le Net est annoncée, dans le cadre du PSE-PDV, comme support des nouveaux relais de croissance par Eric Licoys lui-même. Jusqu'à ce jour, la stratégie du groupe n'a été révélée ni au comité d'entreprise, ni aux salariés, et tous sont fondés à se demander si elle existe. Elle sera peut-être finalement élaborée par le Boston Consulting Group (BCG), qui intervient curieusement après l'écriture du PSE d'abord, du PDV ensuite, et mène actuellement un audit visant à «

valider des tendances ». Le BCG rendra son rapport final en juin.

En janvier, une expertise demandée par le CHSCT au cabinet Alternatives Ergonomiques révélait que « l'annonce du PSE (*avait*) entraîné un effet de démotivation et de doute, jusqu'à la perte de confiance » y compris de la part des managers appartenant au LBO, alors que « le Groupe Moniteur se situe dans un secteur de prestations intellectuelles (*et qu'il*) n'est pas pensable de conduire les évolutions d'un groupe du secteur de l'information, quelles que soient les formes qu'on lui donnera, sans l'engagement de ses acteurs ». « Beaucoup (*de salariés disaient alors*) ne pas envisager que la Direction confirme délibérément la perte de qualité inscrite dans (*le plan de réorganisation consécutif au PSE*) et quelques-uns (*considéraient que la Direction avait*) probablement manqué d'information dans sa prise de décisions. D'autres (*pensaient*) au contraire que la structure économique en LBO ferme toute perspective, la haute Direction n'ayant d'autre ambition que financière. »

En octobre, Alter, l'expert mandaté par le CE dans le cadre du PSE confirmait « qu'il (*manquait*) le projet GM » (*Groupe Moniteur*) et posait cette question : « Avec quels produits/services, avec quelle technologie, pour quels clients, l'entreprise assurera-t-elle son avenir ? » Il pointait « une vision à court terme » et confirmait que le PSE n'était qu'un plan d'économie défensif. Même si le groupe reste très rentable, situation exceptionnelle dans l'univers de la presse française, cette dérive propre aux fonds d'investissement, aux visées purement financières, laisse augurer un avenir sombre pour l'entreprise.

### **Eric Licoys, risque psychosocial ?**

L'avenir est d'autant plus sombre que le personnel va mal depuis longtemps. C'est en effet dans un climat social déjà délétère faisant l'objet d'alertes répétées des représentants du personnel depuis 2007 qu'Eric Licoys s'est installé à la présidence du groupe, dont il était auparavant président du directoire.

Informé de cette situation dès son arrivée par la secrétaire et la secrétaire adjointe du comité d'entreprise, officiellement lecteur du rapport d'expertise « risque grave » (risques psychosociaux) rendu par Secafi courant 2009 et qui posait une hypothèse de harcèlement institutionnel et stratégique, Eric Licoys, tout en se déclarant conscient que l'hémorragie de compétences provoquée par le PDV aggravait les risques, s'est constamment gardé de toute action efficace en la matière.

Courant mai, les représentants du personnel ont donc enregistré une nouvelle menace de suicide (la sixième en quatre mois) et une alerte grave de la part de Colbert 11, cabinet assurant, à la demande insistante des élus, une mission d'accueil, de soutien et d'orientation des personnes souffrant de stress et troubles liés à leurs situations de travail.

La principale préoccupation de la Direction a été de rejeter sur les salariés et les représentants du personnel la responsabilité de la dégradation du climat social, allant jusqu'à les accuser pêle-mêle d'être hostiles à leur hiérarchie, de créer des « champs de pression » et, pour ce qui est des représentants du personnel, d'avoir provoqué la dépression dont serait actuellement victime le directeur des affaires sociales, Bruno Diemoz Rosset. Par ailleurs, au long de ces derniers mois, la Direction a multiplié les annonces obscures mais alarmistes au sujet des évolutions des activités du groupe, des métiers et des compétences requises.

Pourtant promise aux représentants du personnel, la négociation d'un accord de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences vient, comme par hasard, d'être reportée aux calendes grecques par Guillaume Prot. Elle aurait pourtant enfin permis d'élaborer des perspectives claires sur la base d'une stratégie connue. En l'absence de toute

recherche de véritables solutions passant par l'anticipation des besoins futurs de l'entreprise, comment Guillaume Prot pourra-t-il faire mieux qu'Eric Licoys ?

**Les syndicats CGT et CFDT du GROUPE MONITEUR**